

Pour les seniors, la fac d'abord

Les plus de 50 ans en formation continue choisissent de plus en plus l'université, attirés par le gage de qualité et des tarifs moins onéreux que dans le privé

Elle avait pourtant la bosse des livres. Mais en essayant, à 18 ans, un 6/20 à l'épreuve de philosophie du bac, Louise (le prénom a été changé à sa demande) a dû tirer un trait sur ses rêves de grandes études. A elle la vie active! Après trente-cinq ans dans l'export, elle a été déclarée en invalidité. L'occasion d'assouvir son goût d'apprendre.

Après avoir suivi des cours d'histoire et d'histoire de l'art en auditrice libre à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, elle se lance à l'automne 2025, à 63 ans, dans un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU). Accessible uniquement en formation continue, ce cursus – de 250 heures à 387,5 heures, selon les options – offre la possibilité, après une remise à niveau, de poursuivre dans le supérieur. « Mon échec au bac m'a causé une blessure narcissique qui m'a enfermée dans un complexe d'infériorité », confie Louise. Cette formation, qui coûte 1050 euros sans l'aide de 1000 euros de la région Ile-de-France, lui permet de réapprendre à réfléchir et de reprendre confiance en elle.

A Paris-I, pour l'année universitaire 2024-2025, le nombre de seniors est monté à 105, soit près du double par rapport à 2022-2023. A la même période, à l'université Bordeaux-Montaigne, ils étaient 161 âgés de plus de 50 ans

contre 123 trois ans plus tôt. La progression est comparable à l'université Grenoble-Alpes – de 509 stagiaires seniors il y a quatre ans à 643 cette année.

On est loin du raz-de-marée, mais la tendance est là. Grâce à ce nouveau public, les recettes liées à la formation continue à Lyon-I ont progressé de 15% sur quatre ans. Le tout, sans augmentation significative de tarifs. Des ressources précieuses pour les universités françaises, qui ont toutes voté un budget initial 2026 en déficit.

« Ces dernières années, elles avaient surtout mis l'accent sur l'alternance », rappelle Olivier Meier, professeur des universités HDR (habilité à diriger des recherches) et président de l'Observatoire Action sociétale action publique. La baisse des aides à l'embauche et la suppression partielle des exonérations de cotisations sociales en 2026 ont changé

AVEC LE REcul DE L'ÂGE LÉgal DE LA RETRAITE, LES « QUINQUAS » SONT OBLIGÉS DE MAINTENIR LEURS COMPÉTENCES À JOUR

la donne. « La formation continue redevient essentielle pour les établissements. » Côté seniors, la demande est forte. « Contrairement à certaines idées reçues, beaucoup aiment apprendre, se développer », souligne Olivier Meier. Sans surprise, ces seniors en quête de plaisir, de socialisation ou d'expression personnelle se tournent plutôt vers les sciences humaines : la philosophie, l'histoire, l'art, ou le patrimoine.

« RÉFLEXION PERSONNELLE » Ancien médecin généraliste et professeur des universités, Paolo di Patrizio, 65 ans, a profité de son départ en retraite à l'automne 2025 pour assouvir un vieux rêve : passer une licence de théologie. « J'avais envie, par ces études, de donner du sens à une réflexion personnelle, raconte-t-il. Et franchement, je m'éclate. »

Toutefois, la majorité des troupes se retrouvent plutôt dans des formations professionnalisantes. Les réformes successives des retraites n'y sont pas étrangères. Avec le recul de l'âge légal de départ, les quinquagénaires sont en effet obligés de maintenir leurs compétences à jour.

Sauf que beaucoup d'entreprises rechignent à les former. D'après l'enquête « Besoins en main-d'œuvre 2025 » de France Travail, seuls 12% des salariés de plus de 55 ans bénéficient de for-

CES FORMATIONS SONT DES RESSOURCES PRÉCIEUSES POUR LES UNIVERSITÉS, EN DIFFICULTÉ

mations internes, contre 35% pour les moins de 40 ans. Ils sont donc de plus en plus nombreux à prendre leur destin en main. « Cinquante ans, c'est un âge charnière, rappelle Nicolas Berland, professeur en contrôle de gestion à l'université Paris-Dauphine-PSL. Beaucoup veulent sécuriser leur fin de carrière. » Certains recherchent seulement une réassurance académique. « Ils ont réussi sans diplôme prestigieux et veulent consolider leur légitimité face à des interlocuteurs très diplômés. »

C'est le cas d'Henri Grego, 60 ans, formateur en droit social. « J'avais un diplôme d'établissement du Conservatoire national des arts et métiers, mais je voulais décrocher un titre national reconnu », explique-t-il. Un marqueur personnel de reconnaissance, mais pas seulement. « Le diplôme assoit les compétences, affirme-t-il. Il est essentiel face à des professionnels comme les avocats. »

Il a donc mis sa vie professionnelle entre parenthèses pour passer un master 2 en droit social à l'université Paris-Panthéon-Assas. Une référence dans le domaine. Et il ne s'est pas arrêté là : son sésame en poche, il a choisi de prolonger sa formation par une thèse. Avec l'espoir, éventuellement, « de devenir avocat ou de développer davantage l'enseignement pour avoir une fin de carrière différente, intellectuellement vivace », ajoute-t-il.

« ÉNERGIE ET IMPLICATION »

Le développement de l'intelligence artificielle joue aussi dans les choix de formation. « Les gens réalisent que beaucoup de tâches désormais peuvent être gérées par la technologie et qu'on les attend plus sur de la gestion, du pilotage », note Olivier Meier. D'où un intérêt croissant pour la gestion ou le management. A Lyon-III, les masters en management des organisations de santé, en droit de la santé ou dans les parcours liés à la qualité et à la gestion des risques représentent près de 30% des inscrits de plus de 50 ans. Les diplômés d'université en sciences de gestion regroupent, eux, environ 22% des effectifs seniors.

Pourquoi choisissent-ils l'université? Avant tout pour le label qualité. « Chez nous, le savoir est adossé à la recherche. Cela garan-

tit une actualisation des contenus et une rigueur méthodologique », souligne Christophe Pascal, vice-président chargé des relations avec le monde socio-économique et de l'entrepreneuriat à l'université Lyon-III. Les tarifs, souvent bien plus modérés que dans le privé, pèsent aussi dans la balance. Un executive master en management des entreprises-management général à l'Institut d'administration des entreprises de Lyon – qui dépend de Lyon-III – revient à 11 500 euros, alors qu'à l'Essec il est facturé 28 800 euros.

Face aux besoins, faut-il développer davantage la formation continue en université? Julien Gossa se montre sceptique. « Cela demanderait beaucoup d'énergie et d'implication, et ça ne rendrait pas forcément service à la nation, car d'autres acteurs dans le privé le font déjà », assure le maître de conférences en informatique, et membre du laboratoire SAGE de l'université de Strasbourg-CNRS. « En revanche, les gens se posent pas mal de questions sur l'écologie, l'économie, la géopolitique. Maintenant qu'on a terminé la massification éducative, on pourrait développer de la formation continue pour les adultes à des fins d'émancipation citoyenne. » Un projet de société bien loin des logiques économiques actuelles. ●

ÉLODIE CHERMANN



CRÉONS VOS OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT

➤ L'IESEG vous accompagne au travers de parcours sur mesure, de formations diplômantes (Executive Masters Spécialisés® et Global MBA) et de projets de recherche appliquée, pour votre transformation et celle de votre organisation.



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY*

*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure